**À quoi pourrait ressembler la ville de demain  ? Réponse en sept points**



© DR

[Immobilier](https://www.lalibre.be/economie/immo)31:54

Stéphanie Bocart, Tom Guillaume, Charlotte Mikolajczak et Aurore Vaucelle

Abonnés Publié le 09-06-2020 à 23h30 - Mis à jour le 10-06-2020 à 11h01 La Libre Belgique

31:54

% buffered00:00

[Écoutez tous nos podcasts](https://www.lalibre.be/podcast)

**Cet article s'inscrit dans un dossier "Covid-19, et maintenant ?". La Libre Belgique entame une série d'articles sur les leçons à tirer de cette crise sanitaire.**

La crise pandémique et les mesures de confinement qu’elle a engendrées ont amené chacun d’entre nous à faire, plusieurs fois, le tour de son propre pâté de maison. Mais vivre désormais avec le Covid-19 oblige à une réflexion sur notre manière de “faire ville”, les uns à côté des autres : vivre en bonne intelligence tout en répondant à nos besoins, et en ne craignant point le voisin.

Première condition à cette réflexion urbaine, soulignée par Geoffrey Grulois, professeur à la faculté d’architecture de l’ULB et coordinateur du laboratoire Louise (Laboratoire urbanisme, infrastructures, écologies et paysages) : “*Le temps de l’urbanisme et de l’immobilier est un temps long. Les changements de cap ne pourront apparaître que d’ici cinq à dix ans. Mais le changement peut venir de nos modes de vie.”* Selon lui, il est possible de “repenser” la ville en ne tombant pas dans le piège des utopies futuristes, car précisément, *“le confinement a montré qu’en quelques semaines, on était capable de transformer la manière dont on pratiquait la ville”* (NdlR : mobilité douce, urbanisme stratégique, télétravail, réseaux de solidarité, production locale…). *“Le (dé)confinement est une opportunité pour réfléchir en partant de nos actions quotidiennes. Mais, pour ce faire,* insiste-t-il, *il faudra des mesures politiques courageuses*.”

À quoi pourrait ressembler la ville de demain ? Réponse en sept points. Des exemples concrets ont déjà émergé, à Bruxelles et dans d’autres capitales européennes.

**1. Anticiper et planifier l’expansion de la ville**

L’expérience de la crise sanitaire va-t-elle provoquer un exode hors de la ville ? Le désir d’un jardin et d’un logement plus grand pourrait conduire à déplacer une partie de la population vers la périphérie urbaine.

Selon Isabelle Thomas, géographe à l’UCLouvain, cela irait à rebours de la dynamique actuelle. “*Souhaite-t-on vraiment cette expansion ? Je ne pense pas que cela soit durable. Une villa quatre façades consomme beaucoup d’énergie. De plus, agrandir la ville coûte cher, si l’on pense aux aménagements nécessaires comme l’égouttage, les lignes de transport, ou la mise en place d’un réseau internet performant. La ville compacte est moins coûteuse en infrastructure.”*

La question des déplacements s’invite également dans le débat. La plupart des habitants continueraient à travailler dans le centre-ville, ce qui pourrait provoquer la congestion des voies d’accès, en plus de l’impact en termes de pollution. Si la tendance à s’éloigner du centre se confirme, la planification doit l’accompagner, explique la chercheuse. “*Les limites de la ville dépassent souvent le découpage politique. La planification est essentielle pour coordonner le tout.”* Et la géographe de donner l’exemple bruxellois, où l’agglomération urbaine dépasse les limites administratives. *“Il y a là une incroyable opportunité de sentir les pulsations de la ville et la relation entre son centre et sa périphérie.”*

© Shutterstock

**2. Des balcons et jardins pour chacun ?**

Le confinement vécu à échelle mondiale a conduit certains penseurs de l’urbain à rêver d’un balcon ou d’un jardin pour tout habitant des villes, une option qui, selon Lise Bourdeau Lepage, spécialiste de la Ville, remet en cause la manière de vivre ensemble. “*Fait-on encore société, quand chacun a ce qu’il faut, et qu’il demeure chez lui ?*” D’autant que repenser chaque logement individuel avec un balcon ne semble pas très réaliste. “*Nous sommes en train de réfléchir à la ville à l’horizon 2025, mais cette ville existe déjà. La ville ne fait que se reconstruire sur elle-même.”* Il vaut mieux accepter certains principes de réalité, selon la chercheuse, qui ajoute, en un sourire : “*Certes, il y a un désir de nature chez les citadins, mais dans les espaces construits récemment avec une végétalisation importante, on se rend compte que, les p’tites bêtes, ça énerve.*” Regardez quand une abeille vient à passer au-dessus des tables d’une terrasse de café, c’est le branle-bas de combat…

Luc Schuiten, architecte, ajoute que “*dans notre actuel rapport à la ville, les réponses données ne sont pas en écho aux besoins d’épanouissement des individus*”. Et préconise : “*Après tout, quand on construit un immeuble, on réquisitionne une portion de terre fertile. Il faut pouvoir rendre cette portion empruntée, sous forme de surface végétalisée – murs ou toitures.”* Même si la solution réside aussi, selon Louise Bourdoin-Lepage, dans un espace vert commun, qui répond à la fois “*au besoin de nature et de convivialité*” du citadin.

**3. Faire du logement avec des espaces partagés**

Délaisser sa voiture pour le vélo, faire ses emplettes à la supérette du coin, se balader dans un parc de quartier… Pendant la pandémie, le local et la proximité ont été revalorisés, mais ils ont aussi accentué *“les inégalités socio-spatiales existantes”*, relève Geoffrey Grulois, professeur à la faculté d’architecture de l’ULB. Notamment en matière de logement.

Parmi les critères : l’espace, la qualité, la suroccupation, l’état de salubrité… Selon Benoît Moritz, architecte urbaniste*, “pour rendre la ville plus résiliente, plus adaptée, par rapport au virus mais aussi au réchauffement climatique, la question du logement est fondamentale”*. *“L’urbanisme à venir va devoir combler ces inégalités socio-spatiales,* affirme le Pr Grulois, *c’est-à-dire le droit à un logement décent pour tous. On pourrait presque dire un droit minimum au balcon.”*

Sans retomber dans l’urbanisme hygiéniste du XIXe siècle, on en retrouve toutefois, aujourd’hui, les grands fondements. Dont la production de logements salubres, aérés et lumineux. En outre, *“le logement va devoir évoluer pour ne pas être uniquement un lieu de séjour, mais aussi, à son échelle, un lieu de sociabilité*, assure Benoît Moritz. *En quinze ans, Bruxelles a gagné 250 000 habitants, donc beaucoup de logements ont été produits, mais on a observé qu’on ne construisait, par exemple, pas forcément de terrasses et que tout ce qui est collectif – halls, espaces de dégagement et de distribution, locaux communs (poubelles…) – a disparu, car ce n’est ni vendable ni rentable. Je pense qu’il va falloir faire évoluer ces espaces de manière plus qualitative, avec des halls et des couloirs plus larges, des terrasses collectives et partagées, etc. Afin de faire de ces espaces de circulation des espaces de vivre ensemble.”*

**4. La ville par quartier**

*"Aujourd’hui, on observe, dans nos villes occidentales l’émergence d’un Homo qualitus"*, selon Louise Bordeaux Lepage. Si “l*’*Homo economicus *arbitre entre logement et travail en fonction de ses revenus, pour se localiser*”, une partie de la population pose la question du bien-être citadin. Une étude menée récemment auprès des habitants de Lyon a montré qu’ils valorisaient, en premier lieu, “*un environnement sain, sans nuisance*”, et en seconde position, “*un accès aisé aux services de santé, crèches…*”

Cette spécialiste de la question urbaine met alors en parallèle la recommandation de l’OMS, selon laquelle il faut marcher au moins 15 minutes par jour pour être en bonne santé, et une nouvelle manière de penser la ville : par quartier ! “*La ville du voisinage évite les grands déplacements, ou l’engorgement des transports en commun”* – des transports rendus moins amènes par la question épidémique. “*On l’a vu durant le confinement, l’Eldorado des relations sociales a été mon voisin, mon quartier. Des choses pourraient se passer très concrètement à cet endroit-là"* – des potagers partagés, des coopératives – car le confinement a aussi montré des “*déserts alimentaires* ” – tout le monde n’avait pas accès à tout dans sa périphérie directe. “*Cette ville du quart d’heure est une façon de s’assurer que chacun ait accès à tout*.”

© Shutterstock

**5. Des bureaux mis à mort par le télétravail ?**

Le télétravail a été une des conséquences majeures du confinement. Et une expérience inédite pour nombre de travailleurs. Quand bien même a-t-elle été diversement vécue, elle a suscité des questions sur la place future des bureaux dans la ville. Sans inquiéter les investisseurs. *“Le home working ? Un effet de mode, une fantaisie,* dit l’un d’eux. *Au-delà d’un problème de fraude, le télétravail est une catastrophe en termes de cocréation. Plus que le Covid, c’est l’urgence climatique qui va transformer les bureaux, les rendant plus durables.*”

Ce qui ne veut pas dire qu’il n’y aura pas une multiplication des espaces de travail partagés (coworking, business centres), notamment entre le *home* et le *working*, dans les villes secondaires et le long des grands axes menant vers les métropoles. *“L’impact se situera sans doute dans l’agencement des bureaux de demain,* ajoute un autre. *On n’est pas encore tous revenus qu’il nous manque déjà des salles de réunion, de petits espaces privatifs, etc.”*

**6. Impliquer le citoyen dans les “data”**

Le citoyen de demain sera-t-il traqué dans une ville ultraconnectée ? L’expérience du traçage et de la collecte des *data* pour suivre les flux de populations a montré des limites, constate Benjamin Wayens, chercheur en urbanisme et statistique à l’ULB : “*Les villes ont perdu la maîtrise de leurs données. On est aujourd’hui dépendant des opérateurs télécoms*. *On a vu dans certains cas que des flux passaient sous les radars, car les profils ne répondaient pas aux catégories recherchées. Toutes les données sont pourtant utiles, et pas seulement dans une optique de traçage. On peut imaginer des collectes positives, qualitatives, où le citoyen jouera un rôle actif*.”

La professeure Daniela Perrotti voit toutefois une autre conséquence des débats sur le traçage. “*Peut-être que les citoyens seront plus critiques. On a déjà des éléments de tracing , pensons aux compteurs intelligents. Utiliser les données pour comprendre n’est pas nouveau. Ce qui peut l’être par contre, c’est la façon d’envisager la place de ces outils dans nos espaces de vie*.”

© BELGA

**7. Rééquilibrer les rues**

Dans le monde entier, les villes réorganisent leur voirie. La crise a révélé l’étroitesse des trottoirs et le manque d’aménagements pour les cyclistes. Les voitures stationnées pendant plusieurs semaines ont mis en évidence l’espace gigantesque qui leur était attribué et les rues vides ont montré qu’une autre façon de penser l’espace était nécessaire.

Cette organisation répond à un besoin sanitaire, et à une nouvelle conception d’occuper l’espace. “*Le corps peut être perçu comme une ressource ou un obstacle. C’est un nouvel élément à prendre en compte dans l’organisation des villes*”, pose Daniela Perrotti. Mais il faut aussi y voir une tendance plus globale vers des villes plus résilientes. “*En toile de fond, on retrouve les questions de qualité de l’air, de pollution, et de mobilité accessible à tous*”, analyse Mathieu Chassignet, ingénieur et spécialiste d’urbanisme et de mobilité.

De nombreux dispositifs ont été mis en place, mais de façon temporaire. Dès lors, comment les pérenniser ? *“Les aménagements doivent être respectés pour convaincre les nouveaux utilisateurs. Cela passe par des voies séparées du trafic, clairement identifiées. On voit aujourd’hui qu’il faut relancer l’activité économique de proximité. Si on veut que ça marche, les piétons et les cyclistes doivent avoir confiance.”* Le spécialiste évoque des choix stratégiques, comme les rues scolaires ou les rues commerçantes. Des dispositifs clairs qui peuvent être rapidement installés, “*mais il faut oser poser un choix au risque de déplaire*”, conclut Mathieu Chassignet.